



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.23/2009/6
2 mars 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Groupe d'experts des effets de la mondialisation
sur les comptes nationaux

Première réunion
Genève, 11-13 mai 2009
Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT INTÉRIMAIRE DE LA TASK FORCE (ÉQUIPE SPÉCIALE)
D'EUROSTAT CHARGÉE DES ENTREPRISES MULTINATIONALES**

**TRAITEMENT DES ENTITÉS AYANT PEU OU AUCUNE PRÉSENCE PHYSIQUE
QUI FONT PARTIE DE GROUPES MULTINATIONAUX**

Note d'Eurostat

Résumé

La task force (équipe spéciale) chargée de l'enregistrement de certaines activités des sociétés multinationales dans les comptes nationaux a été créée en 2007 par Eurostat à la demande du Comité du revenu national brut (dit «Comité RNB»). Les pays participant à l'équipe spéciale ont présenté à titre de contribution des études de cas qu'ils considèrent comme représentatives de leurs pays respectifs et importantes pour ces derniers. Le rapport final de l'équipe spéciale sera établi au printemps 2009 et présenté au Comité du revenu national brut en juillet 2009. Dans le texte ci-après, les résultats du processus d'enquête sur le traitement des entités ayant peu ou aucune présence physique dans les pays de l'Union européenne participant à l'équipe spéciale seront mis en relief.

I. INTRODUCTION

1. La Conférence des statisticiens européens a décidé à sa réunion plénière de 2007 de créer un groupe d'experts des effets de la mondialisation sur les comptes nationaux en vue d'analyser les principales distorsions qui apparaissent dans l'établissement des comptes nationaux par suite de la mondialisation croissante des économies et d'élaborer des recommandations sur les modalités de traitement de ces distorsions. L'élection des membres du Groupe d'experts a été approuvée par le Comité exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) à sa vingtième session (27 février 2008). Le Groupe d'experts travaillera en coopération avec Eurostat et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le présent document a pour objet d'apporter une contribution à l'élaboration des recommandations.

2. L'équipe spéciale chargée de l'enregistrement de certaines activités des sociétés multinationales dans les comptes nationaux (Task Force MUNA) a été créée par Eurostat en 2007 à la demande du Comité du revenu national brut («Comité RNB»)¹. Le mandat défini par le Comité RNB était le suivant:

a) Établir une vue d'ensemble de la situation actuelle portant sur les divers cas/flux et pratiques comptables jugés problématiques par les États membres; cette vue d'ensemble fera partie intégrante d'un rapport d'activité qui sera soumis au groupe de travail sur les comptes nationaux et au Comité RNB; l'équipe spéciale prendra également en considération les résultats et l'évolution en cours d'autres travaux et études connexes pour autant qu'ils présentent un intérêt pour les mesures du RNB;

b) Proposer des lignes directrices sur les modalités envisageables d'identification d'entités déterminées et de mesure de leurs opérations, notamment des entités implantées dans des régions ou sous-régions d'un État membre qui sont habilitées à accorder des exonérations fiscales spéciales;

c) Élaborer des règles pour décider sous quelle rubrique ces entités doivent être enregistrées aux fins de la comptabilité nationale et de la classification de leurs flux et de leurs stocks. Les faits nouveaux relatifs à la mise à jour du Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN de 1993), de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds

¹ L'équipe spéciale se composait de personnes issues des services nationaux de statistique possédant une expérience pratique des modalités de comptabilité nationale qui s'appliquent aux entités ad hoc et des multinationales. La division des statistiques externes de la Banque centrale européenne (BCE) a également pris part aux travaux de l'équipe spéciale. Les participants représentant Eurostat étaient issus des unités administratives chargées des comptes nationaux et de la balance des paiements. Ont pris part aux travaux de l'équipe spéciale les États membres ci-après: Belgique, Irlande, Portugal, Luxembourg, Malte, Royaume-Uni, Finlande, Autriche, Suède, Pays-Bas, Allemagne, Italie et Chypre. À ce jour, l'équipe spéciale a tenu quatre réunions. La première a eu lieu en juin 2007, la deuxième en décembre 2007, la troisième en mars 2008 et la quatrième en décembre 2008, après examen du rapport intérimaire au sein du Comité RNB en juillet 2008. Le rapport final de l'équipe spéciale a été établi durant le printemps 2009 et présenté au Comité RNB en juillet 2009.

monétaire international (FMI) et de la définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux (OCDE) seront également pris en compte;

d) Examiner le traitement applicable, dans le cadre des comptes nationaux, aux importations et exportations intragroupe (y compris les redevances) et aux opérations intragroupe sur le revenu. L'équipe spéciale analysera des cas particuliers sur la base de l'expérience des pays et formulera des recommandations relatives à l'enregistrement, dans les comptes nationaux, des opérations intragroupe. L'enregistrement des transactions entre entreprises apparentées décrites dans le Manuel de la balance des paiements du FMI (par. 97 à 103) pourrait constituer un point de départ pour des travaux de l'équipe spéciale;

e) Examiner les domaines et les formes de coopération envisageables entre les instituts nationaux de statistique de différents pays de manière à assurer une comptabilisation cohérente des activités des multinationales et des entités ad hoc;

f) Dans le cadre de ses travaux et propositions, l'équipe spéciale doit accorder l'attention et l'importance voulues à la question de la confidentialité.

3. L'équipe spéciale a entamé ses travaux par un processus d'enquête (voir point a) ci-dessus). Plusieurs études de cas – jugées représentatives et importantes dans les pays concernés – ont été communiquées par les pays participants. Elles ont été regroupées en fonction des trois grands thèmes mentionnés dans le mandat, à savoir:

a) Traitement des entités ayant peu ou aucune présence physique qui font partie de groupes multinationaux;

b) Enregistrement de certains types d'opérations intragroupe, indépendamment de la nature de l'entité considérée;

c) Domaines et formes de coopération envisageable pour assurer un enregistrement complet et cohérent des activités des sociétés multinationales, s'agissant en particulier des entités ayant peu ou aucune présence physique.

4. Étant donné que le mandat prévoyait la prise en compte des évolutions en cours, pour autant qu'elles présentent un intérêt pour les mesures du RNB, l'équipe spéciale devait notamment tenir compte dans ses travaux des révisions en cours du SCN de 1993 et du Manuel de la balance des paiements. Les modifications introduites dans les nouvelles versions de ces documents se rapportent en fait, à plusieurs égards, aux sujets traités par l'équipe spéciale, notamment à l'enregistrement des opérations entre entreprises apparentées. Par conséquent, dans la majorité des cas – et surtout pour ce qui est des opérations intragroupe – l'équipe spéciale devait aborder les diverses questions à la fois dans le cadre du présent système et dans celui du nouveau système. S'y ajoutait une difficulté supplémentaire, à savoir que l'équipe spéciale devait se fonder, pour débattre du nouveau système, sur des versions qui n'étaient pas encore définitivement mises au point.

5. En juillet 2008, l'équipe spéciale a présenté un rapport d'activité au Comité RNB d'Eurostat. Ce rapport contenait une vue d'ensemble des études de cas réunies et quelques conclusions préliminaires portant sur les trois thèmes visés plus haut, voir paragraphe 3 a) à c).

Comme suite à l'examen de ces thèmes par le Comité RNB, l'équipe spéciale est appelée à achever, d'ici à juin 2009, la version définitive de son rapport qui contiendra des indications et des recommandations plus précises. En ce qui concerne le thème visé sous b), qui se rapporte aux opérations intragroupe, la version définitive du rapport de l'équipe spéciale comprendra des conclusions préliminaires qui seront mises à profit pour la suite des travaux. S'agissant du thème visé sous a), l'équipe spéciale devrait également prendre en considération le chapitre 4 du SCN de 2008 et donner des instructions plus concrètes sur l'évaluation. En outre, l'équipe spéciale doit se concentrer sur les arbres de décision envisageables pour déterminer le traitement qui doit être appliqué aux unités ayant peu de présence physique.

6. La version définitive du rapport de l'équipe spécial sera présentée en juillet 2009. Par conséquent, à l'heure actuelle (février 2009), les travaux n'ont pas encore été menés à bien. Dans les paragraphes qui suivent, nous exposerons certains des résultats obtenus par l'équipe spéciale à ce jour. Il s'agit entre autres des résultats du processus d'enquête sur les modalités qui doivent s'appliquer aux entités ayant peu ou aucune présence physique et la comptabilisation de certains types d'opérations intragroupe dans les pays de l'Union européenne (UE) qui sont membres de l'équipe spéciale (voir l'annexe).

II. ENTITÉS AYANT PEU OU AUCUNE PRÉSENCE PHYSIQUE

7. En 2007, plusieurs États membres de l'Union européenne (UE) ont fait état de la nécessité de clarifier l'enregistrement dans les comptes nationaux des entités sous contrôle étranger ayant peu ou aucune présence physique. Des explications ont été demandées en ce qui concerne la définition des unités institutionnelles, la résidence, l'évaluation, ainsi que la classification par secteur et par branche d'activité. Même si ces unités sous contrôle étranger sont très restreintes en termes d'effectifs et de structure (bien souvent elles se limitent à une simple adresse et à une boîte aux lettres mais n'ont aucun salarié), les flux transfrontaliers qu'elles génèrent et leurs positions transfrontières sont substantiels, ce qui est source de difficultés. Les cas présentés à l'équipe spéciale illustrent notamment des opérations strictement financières, des flux et des stocks relatifs à l'acquisition d'actifs non financiers (corporels et non corporels), des flux de revenu ainsi que des flux liés au commerce de biens sans transit physique des marchandises considérées (négoce international).

8. Les entités de cette nature sont depuis des années connues sous des noms divers, tels que (au moins): «entités ad hoc», «entités à vocation spéciale», «sociétés-écran», «institutions financières spéciales», «sociétés prête-nom/fictives» et «sociétés internationales d'affaires». Dernièrement, toutefois, les pays ont signalé l'importance accrue et des formes nouvelles d'utilisation par des groupes multinationaux de structures organisationnelles de ce type. L'expression «entités ad hoc» est maintenant employée dans la version de 2008 du SCN (par. 4.55 à 4.67) et dans la sixième édition du Manuel de la balance des paiements (voir par. 4.50 à 4.52 ainsi que 4.82 à 4.87)².

9. Tout en recueillant des informations auprès des pays pour le processus d'enquête, l'équipe spéciale a aussi, durant la phase initiale de son activité, dressé un bilan du contexte méthodologique concernant les entités ayant peu ou aucune présence physique. Elle s'est

² Ce n'était pas encore le cas au moment où l'équipe spéciale a entamé ses travaux.

notamment penchée sur les concepts d'unité institutionnelle, de résidence, de classification par secteur et par branche d'activité, et d'évaluation. Après l'approbation du SCN de 2008 (premier volume) et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements, il est désormais possible de donner une vue d'ensemble et de procéder à une comparaison des lignes directrices prévues dans le système actuel et le système révisé pour les entités ayant peu ou aucune présence physique.

A. Contexte méthodologique

1. Normes statistiques actuelles et révisées applicables aux unités institutionnelles et à leur résidence – entités ad hoc dans le SCN de 2008 et la sixième édition du Manuel de la balance des paiements

10. Quant à la définition des unités institutionnelles, en particulier des unités sous contrôle étranger, l'équipe spéciale a estimé que les révisions des manuels n'avaient pas modifié substantiellement les principes généraux. Pour mémoire, le paragraphe 2.12 du Système européen de comptes économiques intégrés de 1995 (SEC de 1995) stipule ce qui suit: «l'unité institutionnelle est un centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle jouit de l'autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète ou serait en mesure d'en établir une pertinente des points de vue économique et juridique si cela lui était imposé». Les indicateurs de l'autonomie de décision d'une unité dans l'exercice de sa fonction principale sont les suivants: elle est en droit de posséder en toute autonomie des biens et des actifs, elle a la capacité de prendre des décisions économiques dont elle est tenue directement responsable et comptable en droit, elle a la capacité de souscrire des engagements, de contracter des dettes et autres obligations et de passer des contrats en son propre nom (voir également le paragraphe 4.2 de la version de 1993 du SCN, qui a été conservé tel quel dans le SCN de 2008).

11. Les quasi-sociétés, comme les filiales des investisseurs directs étrangers, sont également considérées comme des unités institutionnelles dans le système même si elles n'ont pas de statut juridique indépendant (voir le paragraphe 2.13 f) du SEC de 1995 et le paragraphe 4.49 du SCN de 1993). En outre, par «unité résidente fictive», il faut entendre aux termes du paragraphe 2.15 du SEC de 1995: a) les parties d'unités non résidentes qui ont un centre d'intérêt économique sur le territoire économique du pays; b) les unités non résidentes en leur qualité de propriétaires de terrain ou de logements sur le territoire. Les unités résidentes fictives, même si elles ne disposent que d'une comptabilité partielle et ne jouissent en général pas de l'autonomie de décision, sont traitées comme des unités institutionnelles.

12. Cependant, si le cadre de référence est resté le même, plusieurs cas particuliers nouveaux ont été incorporés aux paragraphes 4.51 à 4.67 du SCN de 2008 dont l'un fait état des entités ad hoc (par. 4.55 à 4.67).

13. Les principales caractéristiques d'une entité ad hoc, telles que définies au paragraphe 4.56 du SCN de 2008, sont les suivantes:

a) Fréquemment, elles n'ont aucun salarié et aucun actif non financier. Parfois, leur présence physique ne va pas au-delà d'une «plaque» (ou boîte aux lettres) confirmant leur lieu d'immatriculation;

b) Elles sont toujours apparentées à une autre société, souvent en qualité de filiale, et la résidence des entités ad hoc en particulier se trouve souvent sur un territoire autre que le territoire de résidence des sociétés apparentées;

c) Elles sont gérées en commun par des salariés d'une autre société. Il peut ou non s'agir d'une société apparentée. L'unité verse des honoraires pour les services rendus et facture à son tour une redevance à la société mère ou à d'autres sociétés apparentées pour financer ces coûts. C'est la seule activité de production à laquelle l'unité prend part même si elle contracte souvent des engagements financiers au nom de son propriétaire et perçoit généralement un revenu des investissements et des gains de détention sur les actifs qu'elle possède.

14. Le SCN de 2008 (par. 4.58) conclut que les unités de cette nature sont traitées de la même manière que d'autres unités institutionnelles en étant ventilées entre les secteurs et les branches d'activité en fonction de leur activité principale à moins qu'elles ne relèvent de l'une des trois catégories ci-après:

a) Les institutions financières captives (par. 4.59 à 4.61)³: sociétés financières qui ne peuvent pas agir indépendamment de leur société mère et ne sont que des détenteurs passifs d'actifs et de passifs. Les exemples cités sont les sociétés de holding, les fonds d'investissement et les caisses de pension, les sociétés de sécurisation, les fonds multicédants. Ces entités ne sont considérées comme des unités institutionnelles distinctes que si elles sont résidentes d'un autre pays que leur société mère. Si elles résident dans le même pays, elles sont considérées comme des «filiales artificielles», qui représentent la deuxième exception (al. *b* du paragraphe 4.58) aux règles générales d'identification des unités institutionnelles;

b) Les filiales artificielles (par. 4.62 à 4.66): filiales appartenant entièrement à une société mère créées dans le but d'éviter les impôts, de réduire au maximum les dettes en cas de faillite ou d'obtenir d'autres avantages techniques en vertu de la législation fiscale ou sur les sociétés en vigueur dans un pays donné. La société mère peut, par exemple, créer une filiale à laquelle elle transfère la propriété de ses terrains, de ses immeubles, ou de ses équipements, et dont la seule fonction est de les louer en retour à la société mère; d'être l'employeur nominal de tous les salariés du groupe; ou de tenir la comptabilité de la société mère. En général, les sociétés de cette nature ne répondent pas à la définition d'une unité institutionnelle parce qu'elles ne sont pas habilitées à agir indépendamment de leur société mère. Les filiales artificielles ne sont donc pas considérées comme des unités institutionnelles distinctes dans le SCN mais comme partie intégrante de la société mère et leurs comptes sont regroupés avec ceux de la société mère. Comme indiqué précédemment, le regroupement des comptes s'applique aussi aux «entités ad hoc passives» visées à l'alinéa *a*, si elles résident dans le même pays que la société mère. Une caractéristique importante des filiales artificielles et des institutions financières captives aux termes du SCN de 2008 tient au fait que leur niveau de production et le prix qu'elles reçoivent

³ Voir également les paragraphes 4.82 à 4.87 de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements.

à ce titre sont déterminés par la société mère qui (éventuellement avec d'autres sociétés du même groupe) est leur seul et unique client (voir le paragraphe 4.64);

c) Entités ad hoc faisant partie de l'administration. Voir le SCN de 2008 (par. 4.67). L'équipe spéciale ne s'est pas occupée de ce cas.

15. La résidence des unités institutionnelles est définie, tant dans le système actuel que dans le système révisé, comme étant le territoire économique sur lequel se trouve son centre d'intérêt. Toutefois, le paragraphe 4.12 du SCN de 2008 précise que le territoire économique signifie à la fois la situation physique et la juridiction. En particulier, chaque membre d'un groupe d'entreprises apparentées est considéré comme résidant sur le territoire économique où il se situe, au lieu d'être rattaché à l'emplacement du siège (voir également le paragraphe 4.51). De surcroît, pour des entités telles que bon nombre d'entités ad hoc, qui ne possèdent que quelques caractéristiques de la situation physique, voir aucune d'entre elles, celle-ci est déterminée par leur lieu d'immatriculation (voir l'alinéa *f* du paragraphe 4.15 du SCN de 2008 et l'alinéa *d* du paragraphe 4.115 de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements)⁴. Enfin, le SCN de 2008 a également précisé que lorsqu'il s'agit de l'extraction de ressources du sous-sol, une entreprise qui va procéder à une extraction est réputée devenir résidente dès que les licences nécessaires ont été délivrées ou les baux requis attribués, ou même avant (voir l'alinéa *e* du paragraphe 4.15).

2. Classification par sous-secteur et branche d'activité des entités ayant peu ou aucune présence physique

16. Bien que le SCN de 2008 accorde une attention particulière au cas des entités ad hoc qui sont des institutions financières captives, il précise aussi que les entités ad hoc devraient de manière générale être considérées dans le système sur le même plan que n'importe quelle autre unité institutionnelle en étant classées par secteur et branche d'activité en fonction de leur activité principale (voir le paragraphe 4.58 déjà mentionné). En réalité, même si cette précision ne figure pas expressément dans le SCN de 2008, il ressort du texte de la version révisée qu'une unité résidant dans un autre pays que sa société mère et présentant les autres caractéristiques d'une filiale artificielle (en particulier en termes d'activités – voir les exemples cités au paragraphe 4.63) devrait être traitée comme une unité institutionnelle et classée en fonction de sa propre branche d'activité ou de son propre secteur, tout comme une institution financière captive.

17. Les exemples donnés dans les rapports de pays confirment que dans les États membres de l'UE, les entités ayant peu ou aucune présence physique appartiennent aux branches d'activité financières, de même que non financières. Selon un autre résultat empirique qui sera exposé plus en détail dans la section B du présent document, des entités ayant peu ou aucune présence financière qui détiennent des actifs non financiers (corporels et incorporels) ne sont pas une exception limitée à l'UE.

⁴ À ce propos, l'alinéa *c* du paragraphe 4.16 du SCN de 1993 – dont les dispositions ont été reprises à l'alinéa *c* du paragraphe 4.15 du SCN de 2008 – stipule que «les sociétés et les ISBL sont en principe censées avoir un centre d'intérêt économique dans le pays où elles sont juridiquement constituées et enregistrées».

3. Évaluation

18. En ce qui concerne les principes d'évaluation des flux et des stocks d'entités ayant peu ou aucune présence physique, l'équipe spéciale a renvoyé à l'une des recommandations du Groupe consultatif d'experts datant de 2007 et concernant les entités ad hoc, à savoir que les entités ad hoc résidentes ne seront pas considérées comme des unités institutionnelles distinctes à moins qu'elles ne satisfassent aux critères permettant de les considérer comme telles. La valeur de leur production devrait être calculée en fonction du coût de production si aucune évaluation au prix du marché n'est disponible. Des entités ad hoc non résidentes sont toujours classées comme unités institutionnelles distinctes. Les entités ad hoc doivent être classées par secteur et par branche d'activité en fonction de l'activité principale de l'entité ad hoc⁵. Comme déjà observé plus haut, le SCN de 2008 fait état de l'absence de marchés comme caractéristique distinctive des institutions financières captives et des filiales artificielles, dont le niveau de la production et le prix de celle-ci sont déterminés par la société mère qui (éventuellement avec d'autres sociétés du même groupe) sont leur seul et unique client (voir le paragraphe 4.64).

4. Conclusions se rapportant à la section A

19. En conclusion de cette partie liminaire sur le contexte méthodologique, on peut en déduire que les entités ad hoc et les autres entités ayant peu ou aucune présence physique doivent être classées comme unités institutionnelles lorsqu'elles ne résident pas dans le même pays que leur société mère. L'enregistrement groupé avec la société mère ne s'effectue au sein de l'économie nationale que lorsque les entités ad hoc ne remplissent pas les critères généraux s'appliquant aux unités institutionnelles. Dans le cas des entités qui ne présentent que quelques caractéristiques de la situation physique, voire aucune d'entre elles, cette situation est déterminée par le lieu d'immatriculation.

20. Ensuite, les entités de cette nature doivent être classées par secteur et par branche d'activité en fonction de leur activité principale.

21. Enfin, pour ce qui est l'estimation de la valeur de leurs opérations, le fait que ces entités ne puissent pas agir indépendamment de leur société mère se traduit par l'absence de véritables prix du marché pour la production des entités considérées. Dans ce genre de situation, une évaluation sur la base des coûts de production peut s'avérer préférable. Toutefois, sur la question de l'évaluation, l'équipe spéciale devrait poursuivre ses travaux et formuler des recommandations.

⁵ Document d'information de la Commission de statistique, trente-huitième session, 27 février-2 mars 2007, point 3 f) de l'ordre du jour provisoire: points soumis pour examen et décisions: Comptes nationaux. Ensemble complet de recommandations regroupées. Recommandations formulées par le Groupe consultatif d'experts pour la mise à jour du Système de comptabilité nationale de 1993. Document établi par le Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale. <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/AEG/recommendations/fscr.pdf>.

B. Vue d'ensemble des études de cas des États membres de l'équipe spéciale en ce qui concerne les entités ayant peu ou aucune présence physique

22. L'équipe spéciale a étudié plusieurs études de cas nationales concernant des entités ayant peu de salariés ou aucun, des opérations limitées ou une présence physique limitée sur le territoire où elles ont été établies. Les études de cas portent sur des entités sous contrôle étranger et résidant donc sur un territoire autre que le territoire de résidence de leur société mère⁶.

23. Sur la base des études de cas communiquées par les experts, le tableau 1 présente une vue d'ensemble des différents types d'entités ayant peu ou aucune présence physique, examinés au sein de l'équipe spéciale. Un récapitulatif plus détaillé des divers cas figure en annexe au document.

24. L'une des principales caractéristiques communes aux entités ad hoc types réside dans le fait que généralement, la valeur des stocks indiquée dans leur bilan est sans commune mesure avec leurs effectifs et leur structure physique (si elles en ont). C'est pourquoi l'équipe spéciale a utilisé une classification au premier niveau des entités ad hoc en fonction de la nature des actifs qu'elles détiennent tels qu'indiqués dans leur bilan (actifs financiers, actifs corporels non financiers et actifs non corporels non financiers)⁷. À l'intérieur de chaque groupe d'entités spéciales, la classification par secteur et par branche d'activité est indiquée dans le tableau 1⁸, et s'accompagne d'un bref résumé de l'objectif pour lequel l'entité ad hoc est généralement constituée.

⁶ De manière générale, leurs fondateurs peuvent aussi appartenir au secteur de l'administration. Toutefois, le traitement statistique de cette dernière catégorie d'entités n'a pas été analysé par l'équipe spéciale.

⁷ Le tableau 1 contient néanmoins une catégorie résiduelle intitulée «Autres». Pour ce genre de cas, l'équipe spéciale poursuit ses débats en vue de déterminer si une unité institutionnelle peut être identifiée.

⁸ Le tableau 1 ne fait actuellement référence qu'à la classification par branche d'activité du NACE Rev.1 et pas encore à celle du NACE Rev.2, qui doit encore être mise au point par l'équipe spéciale. En ce qui concerne «les sociétés de perception», la double classification indiquée (société financière ou non financière) reflète les pratiques divergentes des pays ayant présenté des études de cas.

Tableau 1. Vue d'ensemble des entités ayant peu ou aucune présence physique dans l'Union européenne

Type	Secteur institutionnel	Branche d'activité (NACE Rev.1.1)	Objectif
Propriété des actifs financiers (Institutions financières captives)			
Sociétés de holding	Autres intermédiaires financiers, à l'exclusion des sociétés d'assurance et des fonds de pension (S.123)	<ul style="list-style-type: none"> Autres intermédiations financières n.c.a. NACE 65.23 	<ul style="list-style-type: none"> Filiales propriétaires, concentration des bénéfices du groupe dans certains pays ou certaines juridictions Financement de groupe
Fiducies, fonds et entités financières analogues	Autres institutions financières monétaires (S.122) Autres intermédiaires financiers (S.123)	<ul style="list-style-type: none"> Investissement en valeurs mobilières, par exemple actions, obligations, instruments financiers, parts de fonds de placement, etc. NACE 65.23 Opérations pour compte propre réalisées par des courtiers en valeurs mobilières NACE 65.23 	<ul style="list-style-type: none"> Rendement des investissements financiers présentant des avantages fiscaux
Sociétés de sécurisation	Autres intermédiaires financiers (S.123)	<ul style="list-style-type: none"> Autres intermédiations financières n.c.a. NACE 65.23 	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation des actifs – collecte de fonds
Sociétés d'ingénierie fiscale	Autres intermédiaires financiers (S.123)	<ul style="list-style-type: none"> Autres intermédiations financières n.c.a. NACE 65.23 	<ul style="list-style-type: none"> Procuration d'avantages fiscaux à la société mère, en particulier Acheminement de flux financiers de type particulier par l'intermédiaire de pays tiers en vue d'alléger ou d'éviter l'imposition à la source

Type	Secteur institutionnel	Branche d'activité (NACE Rev.1.1)	Objectif
Sociétés de crédit-bail sous contrôle (généralement pour les aéronefs et les navires)	Autres intermédiaires financiers (S.123)	<ul style="list-style-type: none"> Crédit-bail financier NACE 65.21 	<ul style="list-style-type: none"> Crédit-bail financier au sein d'un groupe (l'entité ad hoc n'est pas considérée comme le propriétaire économique du matériel)
Sociétés de réassurance sous contrôle	Sociétés d'assurances et fonds de pension (S.125)	<ul style="list-style-type: none"> Assurance autre que sur la vie NACE 66.03 	<ul style="list-style-type: none"> Réassurance au sein d'un groupe
Sociétés d'affacturage et de réaffacturage	Autres intermédiaires financiers (S.123)	<ul style="list-style-type: none"> Autres intermédiations financières n.c.a. NACE 65.23 Autres activités commerciales n.c.a. NACE 74.84 	<ul style="list-style-type: none"> Affacturage Efficacité du réaffacturage Gestion de trésorerie
Propriété d'actifs corporels non financiers			
Compagnies de navigation	Sociétés non financières (S.11)	<ul style="list-style-type: none"> Transports maritimes et côtiers NACE 61.10 Transports fluviaux NACE 61.20 Location de machines et de matériel NACE 71 	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition d'actifs (navires) ou affrètement d'un navire sous pavillon de complaisance ou immatriculé dans un territoire à faible taux d'imposition
Utilisation/location d'autres matériels	Sociétés non financières (S.11)	<ul style="list-style-type: none"> Extraction de ressources naturelles NACE 11 Location de machines et de matériel NACE 71 	<ul style="list-style-type: none"> Enregistrement de l'activité extractive dans les juridictions à faible taux d'imposition
Sociétés de négoce international	Sociétés non financières (S.11)	<ul style="list-style-type: none"> Commerce de gros et intermédiaires du commerce NACE 51 Services fournis principalement aux entreprises NACE 74 	<ul style="list-style-type: none"> Société de distribution d'un groupe sans transit des biens à travers le territoire
Sociétés commerciales	Sociétés non financières (S.11)	<ul style="list-style-type: none"> Commerce de gros et de détail NACE 51 	<ul style="list-style-type: none"> Société de distribution d'un groupe

Type	Secteur institutionnel	Branche d'activité (NACE Rev.1.1)	Objectif
Propriété d'actifs incorporels non financiers			
Société de perception	Sociétés non financières (S.11)	<ul style="list-style-type: none"> Services divers fournis principalement aux entreprises n.c.a. NACE 74.8 	<ul style="list-style-type: none"> Concentration des recettes d'un groupe provenant des droits et redevances et flux analogues au titre de droits de propriété intellectuelle et de marques
	Autres intermédiaires financiers, à l'exclusion des sociétés d'assurances et des fonds de pension (S.123)	<ul style="list-style-type: none"> Autres intermédiations financières n.c.a. NACE 65.23 	<ul style="list-style-type: none"> Concentration des recettes d'un groupe provenant des droits et redevances et flux analogues au titre de droits de propriété intellectuelle et de marques
Autres			
Sociétés de commerce de transit	Sociétés non financières (S.11)?	<ul style="list-style-type: none"> Commerce de gros et intermédiaires du commerce NACE 51 	<ul style="list-style-type: none"> «Point d'entrée» pour les importations de biens qui sont ensuite ventilées au sein du groupe à l'intérieur de l'UE
Bureaux des compagnies aériennes dans les aéroports pivots à l'étranger	Sociétés non financières (S.11)?	<ul style="list-style-type: none"> Transport aérien régulier NACE 62.10 	<ul style="list-style-type: none"> Lieu de transit utilisé par les transporteurs aériens pour amener les voyageurs à destination

C. Principales conclusions préliminaires et travaux restant à accomplir

25. Comme indiqué dans l'introduction, les travaux de l'équipe spéciale jusqu'au printemps 2008 ont été concentrés sur la collecte d'études de cas dans les États membres de l'UE et sur l'examen du contexte méthodologique de l'enregistrement, dans les comptes nationaux, des entités ayant peu ou aucune présence physique.

26. Il ressort des études de cas que les groupes multinationaux se servent de plus en plus d'entités de cette nature dans le cadre de l'éventail de structures administratives plus vaste que les chaînes de contrôle traditionnelles des holdings possédant des participations financières dans un groupe de filiales. Très fréquemment, les entités ad hoc considérées n'ont que des actifs et passifs financiers inscrits à leur bilan, mais parfois, la propriété d'actifs non financiers et les recettes qu'ils produisent peuvent être transférées par la direction du groupe à une entité ad hoc implantée à l'étranger. Il en est ainsi notamment des recettes tirées de l'exploitation de droits

de propriété intellectuelle, mais il arrive aussi que le chiffre d'affaires d'un groupe soit entièrement ou en grande partie concentré dans une seule entité ad hoc.

27. Comme suite à la réunion du Comité RNB tenue en juillet 2008, l'équipe spéciale devrait en principe achever la rédaction de la version définitive de son rapport d'ici à juin 2009 et y inclure des instructions et recommandations plus précises sur l'enregistrement, dans les comptes nationaux, des entités ayant peu ou aucune présence physique, notamment aux fins de l'évaluation de leur production dans les différents cas envisagés au cours de la première partie des travaux. De surcroît, l'équipe spéciale doit se concentrer sur les arbres de décisions éventuels pour l'enregistrement (notamment l'évaluation de la production) des unités ayant peu de présence physique. Une autre conclusion se dégage des études de cas, à savoir que le traitement appliqué aux entités ad hoc n'est pas pleinement harmonisé dans les États membres de l'UE (pour plus de détails, voir l'annexe ci-après). Il peut en résulter des répercussions sur le PIB comptabilisé par un pays donné, en fonction du traitement appliqué à l'entité ad hoc. Toutefois, du point de vue du RNB, si l'entité est entièrement sous contrôle étranger, l'impact sur le PIB sera compensé par le revenu de la propriété attribué au propriétaire étranger. Une autre question connexe concerne la possibilité d'échange d'informations entre personnes chargées de l'établissement des comptes nationaux. Cette dernière question est davantage liée aux aspects des travaux de l'équipe spéciale abordés dans la section II du document ECE/CES/GE.23/2009/7.

ANNEXE

SUMMARY OF THE CASE STUDIES COLLECTED ON SPECIAL PURPOSE ENTITIES

I. HOLDING COMPANIES AND INVESTMENT FUNDS

1. Such companies are used to take advantage of double tax treaties by providing loans in treaty countries or other countries where withholding tax on interest is low or nil. An international holding company can be the parent for companies registered abroad as well as of other registered international business companies in the host country.
2. Special purpose entity (SPE) incidence in Luxembourg is highest among entities usually organized under the legal umbrella of 1929 Holdings and SOPARFIs (Sociétés de participation financière). Most SOPARFIs and 1929 Holding companies are financial corporations and classified in sector S123 "other financial intermediaries, except insurance corporations and pension funds" and attributed to Statistical Nomenclature of Economic Activities in the European Community (NACE) 65.23 (other financial intermediation n.e.c.). They are considered being resident institutional units even without persons employed and physical offices in Luxembourg and are fully included in national accounts. The financial service fees paid to the resident banking sector are estimated on bases of the deposits and credits with this sector. The domiciliation fees and the management fees for 1929 Holdings paid to resident trust companies are estimated at 0.05% and 0.01% of the value of the capital. The total amount of capital of 1929 Holdings is published by the VAT administration. The statistical business survey data is used to complement the estimation of intermediate consumption of the SOPARFIs. Employment and compensation of employees is taken from social security files. The subscription tax paid by the 1929 Holdings is estimated on the basis of 0.2% of the capital. To determine the total production, the sum of costs approach is used.
3. In the Netherlands, units acting as financing vehicles or holding companies on behalf of their non-resident parent companies are considered as SPEs (Bijzondere Financiële Instellingen – BFIs) and classified in sector S.123 (other financial intermediaries, except insurance corporations and pension funds). The term refers to entities that manage participations outside the Netherlands, distribute dividends gained from participations to the parent company and perform acquisitions on behalf of the parent company. Their economic activities are considered as the provision of financial services. The Netherlands do not use the sum of costs approach as in Luxembourg. Value added of SPEs had negative value for the period 2001 - 2005.
4. The Maltese international trading company is a company resident in Malta and set up with the purpose of holding overseas investments and distributing the income to non-residents. The international holding company is similar to the Maltese international trading company, except that it holds participations in foreign companies. International holding companies are not considered in Malta for national accounts.

5. In the UK, financial holding companies and securitisation vehicles are treated as SPEs. If the SPE is treated as an institutional unit and is a non-bank, it will be included in the sector S.123 (other financial intermediaries, except insurance corporations and pension funds). SPEs owned or controlled by a bank are deemed not to be an institutional unit, and their accounts are consolidated with those of its parent company.

II. SECURITIZATION COMPANIES

6. Some entities are constructed to route financial flows of a particular type through a third country in order to reduce or avoid withholding taxes. In other cases, the aim is to obtain loans from affiliated companies for lending the funds raised to other affiliates, or that they pool different types of income received from affiliates, such as dividends and interest payments, and reinvest this within the group - those entities might be called treasury centres. The capital can possibly be supplemented with funds obtained from external parties in international capital markets through the issuance of stocks and bonds, entities performing such transactions might be called conduits.

7. In this progress report, the term securitization company is associated with different organisational constructions which have the purpose to securitize non-tradable financial assets (e.g. receivables). The securitization company is a legal construct that protects those financial assets and so their role as collateral is improved. As a result, the original company receives cheaper financing due to better collateral.

8. In the Netherlands these securitization companies are classified in sector S.123. They issue mostly mortgage backed securities. Production, intermediary consumption are valued at market prices, mainly based on information from the Dutch Central Bank (DNB). Financial Intermediation Services Indirectly Measured (FISIM) is included.

9. Besides financial holding companies securitisation vehicles are the only “visible” type of SPEs operating in the United Kingdom.

III. CAPTIVE RE-INSURANCE COMPANIES

10. A captive re-insurance company is a type of organized self-insurance program in which a firm or a group sets up its own insurance company (usually in conjunction with a re/insurer) to fund and manage its retained risks.

11. In Luxembourg, captive re-insurance companies are considered being resident companies even if without employment and offices. They are considered in national accounts. The production and income accounts are compiled in the same way as for direct insurance companies.

IV. LICENSING AND ROYALTY COMPANIES

12. Licensing and royalty companies act as intermediaries between the original owner or creator of intellectual property (e.g. in the form of a patent, film rights, copyrights or trademark) who is not resident in the host country and an entity (licensee) which wants to use that patent under licence, resident in a third country. The company which owns the intellectual property is located in a low taxation country and is owned by the original owner of the intellectual property.

Furthermore, the distribution of income from the host country of the licensing and royalty company to the home country of the owner of the licensing and royalty company will not be subject to any withholding taxes. In addition, because of the system of double tax treaties, royalty fees paid to the licensing and royalty companies by the subsidiary or independent licensee will have no or very low withholding taxes applied to them. This might not be the case if the royalties were paid straight to the home country of the intellectual property owner. The licensing activities can be combined with holding, financing or actual operating activities such as trading or manufacturing.

13. For the time being in Luxembourg licensing and royalty companies are not classified as SPEs. SOPARFIs dealing with the management of patents and trademarks are mostly classified in NACE 74.80 (miscellaneous business activities n.e.c.), a smaller number of units being still classified in NACE 65.23 (other financial intermediation n.e.c.). The units classified in NACE 74.80 are only included if they have employment and offices in Luxembourg. In the case of brass plate companies (without employment and offices) the production account relates only to the costs incurred on the territory, i.e. the domiciliation costs, indirect taxes etc. The production equals costs. In the primary income account, the income flows between branch/subsidiary companies and parent companies are considered. The units classified in NACE 65.23 are treated together with financial holdings (see annex section I).

14. In the Netherlands, licensing and royalty companies are considered as SPEs and classified in sector S.123 as other financial intermediaries. They own non-financial assets and exploit licences, patents and film rights for their parent companies. The non-financial assets are seen as investment assets and define this entity as investment vehicle, even if the investment is done on behalf of the parent company and not for a large public.

V. TRADING COMPANIES AND MERCHANTING COMPANIES

15. There is very wide scope for the use of trading companies in Member States. This is indicated by the numerous international trading companies used by persons and entities of various nationalities. In some Member States these trading companies referred to as international trading companies (Malta) or international business companies (Cyprus) and are adopted to receive commission income, management or operational fees, to hold patents and copyrights and to perform re-invoicing operations.

16. In some Member States the use of entities with little or no physical presence is high among the following activities:

- (a) wholesale and commission trade services (NACE 51);
- (b) renting of machinery and equipment (NACE 71);
- (c) business services (NACE 74), especially management of patents, trademarks and other licenses and management activities of holding companies.

17. In Luxembourg these companies are not classified by the Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC) as SPEs, but as normal commercial companies (for trademark and license managing companies see annex section I and IV), and subject to

Luxembourgish income tax. Often these companies "commercialize" the products of a multinational group in a greater geographic area or perform re-invoicing operations and are classified in NACE 51. The incentives to create this type of companies might be numerous, among others also fiscal engineering like the use of non double taxation treaties with non-EU countries. In this latter case the company has a branch in this non-EU-country where all activity takes place and where taxes are paid. For all companies without any employment and office in Luxembourg the production account relates only to the costs incurred on the territory, i.e. the domiciliation costs, indirect taxes etc. and the production is evaluated by the costs.

18. For trading companies operating in different countries, that means companies with offices and employment in Luxembourg and branches outside Luxembourg (which have no separate accounts) STATEC applies the pro rata method, i.e. the production account is compiled on the basis of the relation: turnover of the local unit/total turnover of the company.

19. In Portugal trading companies with physical presence and with operations in the region are considered under NACE 51 (wholesale and retail trade) and NACE 74 (other business services) for national accounts. For units without physical presence and without economic activity in the territory only the gross value added is considered as a proxy for output, because these units are involved in direct reporting for balance of payments statistics. In fact all of them declare their transactions as merchanting. The option for considering the gross value added was due to the fact that the output of the wholesale and retail trade is the sum of the trade margins on the various products and merchanting is similar recorded.

20. Maltese merchanting companies are considered resident in the economy and their activity is recorded as merchanting service (NACE 51) for national accounts. For Balance of payments (BOP) compilation the merchanting service is recorded for the current account, but no exports or imports of goods, as the resident merchant did not acquire the goods. In the case of Maltese trading companies imports and exports of goods are recorded in INTRASTAT und BOP, as well as the margin earned by the resident trading company in the current account and in NACE 51 for national accounts. These types of merchanting and trading companies are considered by the NSO as different from companies formally known as Maltese international trading companies. Maltese international trading companies are registered in Malta and doing business exclusively with non-residents. They are not eligible to own assets situated in Malta. The economic decisions regarding such Maltese international trading companies are taken by a parent company located outside Malta. Profits generated from these activities abroad are transferred to the Maltese international trading company with the purpose of benefiting from tax incentives. Companies being registered as Maltese international trading company classified in NACE 51 are regarded as non-residents, and their activities and transactions are neither considered for national accounts nor for balance of payments statistics.

21. A similar legal construct exists in Cyprus, where the term Cyprian international business company refers to as legal entities whose beneficial ownership and business activities lie outside the country of registration. These international business companies are not considered for national accounts, as they have business activities outside the territory and no physical presence.

22. With regard to the current treatment of trading companies in Luxembourg, Malta and Cyprus, there is a possibility that the profits made by those companies are not recorded (captured) anywhere in the European national accounts or balance of payments as a value added

creation. There's also a need to investigate the consistency between valuing output of those trading companies at costs (domiciliation costs, indirect taxes etc) and their subsequent income distributions to parent companies.

23. The case study of Belgium discusses discrepancies arising from the treatment of transit trade in national accounts and in external trade statistics under the community regime. Although transit trade companies operate in the national economy and are registered with a VAT number, they often have no or very few staff employed. In the Belgian treatment, a distinction is made between, on the one hand, the independent trading companies (accounting desks operating only internationally on behalf of foreign companies) and affiliates of foreign groups working also with other resident affiliates of the same group in Belgium on the other hand. The former are not considered resident in the Belgian economy, the latter are considered resident.

24. Trade flows administered by independent transit trade companies are not included in the trade in goods flows compiled according to the national concept. However, they are included in the community concept of the external trade in goods (and BOP) which results in a significant gap in absolute value between BOP and rest-of-the-world (ROW) statistics. Furthermore, when flows of exports and imports of independent transit trade companies are not balanced, this results in a non negligible gap in net terms. In particular, it is often observed that the reported prices of the exported goods are considerably higher than the prices of the same goods at the moment of their import.

25. In the Netherlands, if a unit is considered to be the owner of imported or exported goods, it is included in the foreign trade statistics and in national accounts. If not, the goods are included in transit trade statistics (but not used for national accounts) and are included in the community concept of the trade in goods (and BOP) which results, as for Belgium, in a significant gap between BOP and ROW statistics.

VI. MULTI-TERRITORY ENTITIES WITH MARITIME AND AIR TRANSPORT OPERATIONS

A. Shipping companies and vessel management companies

26. "Flags of convenience" and "bareboat chartering" are expressions that refer to the case in which non-resident entities can register ships in certain countries and operate the ship under that country's flag, although the administrative headquarters are sited and real business carried on elsewhere. There are a number of significant non-tax reasons for using flags of convenience such as low registration fees, lower wage costs, reduced technical standards required and a lack of other operational controls from government. However, "open registration" may also give rise to significant opportunities for tax avoidance. Generally, low or no income taxes are paid in the country of registration on profits from shipping operations, as the "open registration" country may be a tax haven, or the profits can be routed through a tax haven jurisdiction commonly by using leasing and chartering arrangements.

27. The complexity of the statistical treatment of shipping activities needs further clarification on different aspects such as residence, nature of shipping companies' activities, mechanism employed in registration. The complexity arises due to the fact that the registration, the ownership and the management of the transport equipment as well as the organisation of

provision of transport service using this transport equipment can all be performed by different entities in different economies.

28. The administration of ship registration services needs no physical contact with the state. Within these registration procedures, all interested parties in the ventures (owners, investors, insurers, etc.) incorporate a shipping company (ship-owner), and a vessel management company in the flag state. The shipping company acquires the vessel in its name and registers the vessel under a flag of convenience. Vessel management companies offer full management services (including chartering, crewing, ship broking and similar activities) to ship owners having their vessels flying under various flags. Concerning the financing of a ship, it has to be determined whether the ship is being leased or effectively sold to the institution which owns it.

29. The registered owners of almost all "Flags of convenience" ships are entities with little or no physical presence set up for the sole purpose of owning that particular ship.

30. In draft BPM, sixth edition, Chapter IV (Economic Territory, Units, Institutional Sectors, and Residence) the problem of residence for enterprises involved in mobile production is discussed in paragraph 4.128 (draft January 2008): " For example, an institutional unit that operates ships on the high seas and various territorial waters has its residence determined according to the criteria in paragraphs 4.123-4.127, and the economy of residence is not necessarily the same as where the ships spend the most time or the territory of registration of the ships. As well, the enterprise that operates the ships is not necessarily the same as the enterprise that owns the ships. The use of base of operations for determining the residence of a shipping enterprise means that flag(s) of convenience used by the enterprise do not determine residence, and indeed a single shipping operator may have ships registered in several countries. Similarly, the residence of an enterprise that charters ships is determined from its own base, rather than the flag(s) or locations of particular ships."

31. In the IMF Balance of Payments Compilation Guide (BPCG), paragraphs 442 - 450 deal with the "Treatment of the operations of mobile equipment". paragraph 442 states that "the key to correct treatment of this (shipping) equipment lies in determining the residence of the operator of the equipment" and paragraph 449 considers a further complication that arise when "the operating enterprise may be registered in two or more countries as a result of special legislation". The BPCG suggests that "in such cases, the earnings, expenses, assets and other activities of the operator could be split between the countries in proportion to shares held in the operating enterprise" or that "...the country where the head office of the enterprise is located could be considered the operator's country of residence, and the other countries could be considered shareholders in the operation".

32. BPCG paragraphs 705 – 707 states that "of particular concern are brass plate companies, such as those established to register ownership of shipping vessels or to raise capital through the issuance of securities... To take advantage of various legislation, certain companies may register in a country but, for all practical purposes, have no operational presence in that country. ...That is, the companies do not carry out production, have no employees, and do not pay income tax. Many companies established for the purpose of issuing securities may have no other presence in a host country. Brass plate companies may pay a fee to register in a host country and may share an office or directors with similar enterprises. However, books or accounts may be maintained elsewhere and, thus, be unavailable to the host country compiler."

33. The OECD Benchmark definition of foreign direct investment - 4th edition (February 2008) cites in paragraph 335 "An owner may establish an incorporated or unincorporated enterprise that operates the ship. The country of the (affiliated) operator may differ from that of the owner, in which case a direct investment relationship exists. When the ship operations occur in international waters, the activities should be attributed to the economy in which the operator maintains residence".

34. Concerning the case studies supplied by the participants in the Task Force, Luxembourg considers only those shipping companies which activities actually take place on the national territory, given the fact that Luxembourg does not have either direct sea access or a sea port. Activities which are actually performed on the national territory are vessel management, international crew rental services, taxation, legal and ship financing consulting, incorporation and domiciliation of shipping companies. These activities are performed either through a subsidiary for a group as a whole located outside Luxembourg, by a management company or by an accounting firm. Other activities are considered to have no economic effect on the economy of Luxembourg. The evaluation of the production account of the shipping activities is mainly based on ship management fees and the associated costs. The production accounts of inland water transport services of passengers and goods includes only those companies considered as having substance on Luxembourgish territory. Other activities such as sea transport or chartering activities are typically performed by a non-resident branch or by a parent company and are hence excluded. Consequently, seamen affiliated to the Luxembourg social security are excluded from national labour force figures, as well as land men employed by companies which are not in the scope, i.e. not working on the national territory.

35. Data on shipping companies and vessel management companies is not compiled in Cyprus and Malta. These companies are registered in these countries, but have no physical presence and perform their maritime operations outside the economic territory.

Table 1. Merchant fleets of the world by flags of registration of 1 January 2007 in 1000 gross tons⁹

	Total fleet	In % of world total
Greece	32,048	4.44
UK	13,448	1.86
Italy	12,571	1.74
France	6,096	0.85
Germany	11,364	1.58
Cyprus	19,032	2.64
Malta	24,850	3.45
Luxembourg	780	0.11
Portugal	1,224	0.17
World total	721,130	

⁹ United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD): Review of Maritime Transport 2007, pages 146 – 147.

36. The case study of Cyprus shows the usual practice of non-resident investors to establish a shipping company in the economy which register for flying flags of convenience for their assets (vessels). Because the shipping company has no physical presence beyond a brass plate, these Foreign Direct Investment (FDI) relations are not considered in balance of payments statistics. Besides vessel management companies registered having no physical presence beyond a brass plate, fully fledged vessel management companies are operating in Cyprus. This type of company is fully considered in national accounts and balance of payments statistics.

B. Vessel and aircraft leasing companies

37. The ability to raise capital and keep it off the balance sheet of its originator has been the main driving force in the large-scale use of entities with little or no physical presence in leasing. These entities are widely used to finance the acquisition of large-valued equipment such as vessels and airplanes, and to finance the construction and use of commercial real estate. Many lease transactions are structured to place lessors in form of entities with little or no physical presence to obtain tax benefits passing a part of the benefits to the lessees. These entities buy or construct the assets, take title to the property, and lease the properties to the lessee/corporate user, or one of its subsidiaries.

38. In Cyprus, vessel and aircraft leasing companies are not considered for national accounts and balance of payments purposes, because they are registered in the host country, but have no physical presence and their operations are carried out outside the territory.

39. In MT the leasing company buys the asset (aircraft) and leases it to a lessee in a third country, where the aircraft is registered in the civil aviation register, although the asset is recorded in the balance of the Maltese leasing company. The acquisition of the aircraft is not recorded as import in the Maltese trade statistics, because the aircraft is registered in a third country.

40. The following example illustrates the impact of financial versus operational leasing on GDP and GNI. Operational leasing is treated as a service, unlike financial leasing, which is treated as loans.

41. Shipping companies of country A under the flag of B, which is also the lessor:

- (a) Acquisition of ships (by import from a third country) = 1000;
- (b) Consumption of Fix Capital = 100;
- (c) Payments from A to B:
 - Operating Leasing: payment 150;
 - Financial Leasing: payment 150, of which Interest=60, FISIM = 15 (included in the payment of 60).

Table 2. Acquisition of the ships (by import from a third country)

Kind of Leasing	Operating Leasing		Financial Leasing	
	A	B	A	B
GFCF		1000	1000	
External balance of goods and services (Exports – Imports)		-1000	-1000	
GDP		0	0	0

Table 3. Impact on main aggregates

Kind of Leasing	Operating Leasing		Financial Leasing	
	A	B	A	B
Output	150		15	
Intermediate consumption	150		15	
Exports		150		15
Imports	150		15	
GVA / Operating surplus/ External balance of goods and services	-150	150	-15	15
GDP	-150	150	-15	15
Balance of the primary income from the rest of the world			-45	45
GNI	-150	150	-60	60
CFC		100	100	
Entrepreneurial income	-150	50	-160	60

C. Offices of airlines in airport hubs abroad

42. Hub services generate statistical flows which need to be recorded in the Balance of Payments and National Accounts. Most notable among these flows are revenues generated from flights into and out of the hubs, fees paid by the airline to the airport authorities and wages paid to staff (which may be employed by a third party, such as an aviation service company).

43. The IMF's Balance of Payments Textbook 1996 states in paragraph 103: "The attribution — in terms of the residence — of services provided by mobile equipment (such as aircraft, ships, highway and railway rolling stock, fishing vessels, and gas and oil drilling rigs) is based on the resident status of the enterprise operating the equipment in the production process. (The

enterprise owning the equipment may or may not be the operator.) The residence of an enterprise operating mobile equipment outside any national territory (that is, in international waters or air space) is attributed to the economy in which the mobile equipment is, in some sense, based. In determining the residence of such an enterprise, consideration should be given to such attributes as the location of the company directing enterprise operations; whether the equipment is subject to the laws, regulations, and protection of a particular national economy; or whether the equipment is linked more closely to one economy than to another." Draft BPM6 paragraph 4.128 reads as follows: "The residence of such enterprises is determined from the base of operations, rather than the point of delivery or location of mobile equipment, unless the activities at the point of delivery are sufficiently substantial to amount to a branch."

44. Based on the case study of Ireland, a practical approach is to record all revenues received from services provided and fees paid to sub-contractors involved in an internationally organized hub-spoke-structure as domestic contributions to the economy where the operator of the airline network is resident (Ireland in the specific case).

Table 4. Summary of entities with little or no physical presence and their current treatment in some Member States

Country	Label	Economic activity	Included/ Excluded in production	Valuation
Belgium	Transit trade companies	<ul style="list-style-type: none"> international trading of goods by units that are independent affiliates in Belgium of foreign companies 	excluded	
Cyprus	Brass plate companies (Special purpose entities)	<ul style="list-style-type: none"> investment services commission, trading, merchanting management, operational or consultancy services holding patents and copyrights re-invoicing operations ship registration and maritime operations leasing 	excluded	
Ireland	Offices of airlines in airport hubs abroad	<ul style="list-style-type: none"> operations of airline networks 	included	Revenues and fees

Country	Label	Economic activity	Included/ Excluded in production	Valuation
Luxembourg	Special purpose entities (Other financial intermediaries)	"1929 holdings" <ul style="list-style-type: none"> financial holding holding patents and copyrights 	included	Sum of costs
		Soparfi (sociétés de participation financière) <ul style="list-style-type: none"> financial holding investment funds 	included	Sum of costs
		<ul style="list-style-type: none"> captive re-insurance companies 	included	Same way as direct insurance
	Brass plate companies which are non-financial corporations (companies with no employment on the territory)	<ul style="list-style-type: none"> management, operational or consultancy services holding patents and copyrights commission, trading, merchanting 	only for the costs incurred on the territory	
Malta	Brass plate companies	<ul style="list-style-type: none"> investment services commission, trading, merchanting management, operational or consultancy services holding patents and copyrights re-invoicing operations ship registration and maritime operations leasing 	excluded	
Netherlands	Special financial institutions (SFIs) — Bijzondere financiële instellingen (BFIs) (Other financial intermediaries)	<ul style="list-style-type: none"> holding patents and copyrights financial holding re-invoicing operations financing securitisation vehicles 	included	Market price

Country	Label	Economic activity	Included/ Excluded in production	Valuation
Netherlands	Securitisation vehicles	<ul style="list-style-type: none"> • securitisation, mostly mortgage backed securities 	included	Market price. FISIM is included
Netherlands	Transit trade companies	<ul style="list-style-type: none"> • import/export services without acquisition of the ownership of the goods 	excluded	
Portugal (Madeira)	Brass plate companies	<ul style="list-style-type: none"> • ship registration and maritime operations • commission, trading, merchanting 	included	GVA/margin
United Kingdom	Special purpose entities (Other financial intermediaries)	<ul style="list-style-type: none"> • financial holding • securitisation vehicles 	included	Sum of costs

VII. REFERENCES TO THE CASE STUDIES

Austria: Task Force on the Recording of certain Activities of Multinationals in National Accounts

Belgium: Transit Trade, the Belgian case

Cyprus: Eurostat Task Force on multinational companies

European Central Bank (ECB): Residence criterion included in the revised ECB Guideline on the Euro area BOP/IIP Statistics

ECB: The seemingly puzzling link between FDI stocks and related income

ECB: Task Force on the rest of the world account: addendum to the final report

Eurostat: EuroGroups register. State of Art, Working Group on Business Registers and Statistical Units

Eurostat: Merchanting

Finland: Globalisation-related statistical problems in Finland

Finland: Problems of treatment of global corporations in national accounts

Germany: Commission decision of 5 September 2002 on the aid scheme implemented by Germany for control and coordination centres

Germany: The OECD's project on harmful tax practices 2006

IMF: Update of the *1993 SNA* - issue no. 41, issues paper for the July 2005 AEG meeting, Merchanting, Hidetoshi Takeda, Statistics department International Monetary Fund

IMF: Fourth meeting of the Advisory Expert Group on National Accounts 30 January – 8 February 2006, Frankfurt, Issue 41, Merchanting, by Hidetoshi Takeda, IMF

Ireland: Eurostat Task Force on Multinational Companies. Background Information On The Consistency Unit Of The CSO

Ireland: Treatment of Airline "Hubs"

Luxembourg: Multinational companies, Special purpose entities, “brass plate companies” and the problem of residence. Cases observed in the Luxembourg economy and their current treatment in the national accounts.

Malta: Recording Multinationals in Malta's National Accounts

Malta: Progress Report for the 3rd Task Force meeting on multinationals

Netherlands: Recording of Special Purpose Entities in the Dutch National Accounts (Jorrit Zwijnenburg)

Netherlands: EuroLinks and EuroGroups Register – Version 2.2

Netherlands: Globalisation and the Effect on National Accounts: Practical Examples (Nico van Stokrom)

Portugal: Task Force on recording of certain activities of Multinationals in National Accounts Portuguese situation in the National Accounts

Sweden: Internationalisation of Swedish R&D By Martin Daniels, Statistics Sweden

Sweden: Large Enterprise Management. Higher Quality and Lower Burden through Better Regulations

Sweden: Global manufacturing, a new Swedish example (08. December 2008)

Sweden: Merchanting and similar transactions

United Kingdom: Task Force on Recording of Certain Activities of Multinationals in National Accounts. The UK Experience
